

Faut-il déjà brûler Obama ?

Lors de l'investiture de Barack Hussein Obama, en février 2009, Robert Malley, un fin connaisseur de la réalité américaine et des relations internationales, a déclaré : « L'élection d'Obama est en elle-même révolutionnaire. Cela ne veut pas dire pour autant que sa politique le sera aussi. » Plus d'un an après cette investiture, qui a soulevé de bout en bout de la planète une vague d'obamania sans précédent, le temps de la déception et du désenchantement est-il arrivé ? Comme le dit si bien le même Robert Malley dans l'interview qu'il nous a accordée : « Nous n'en sommes qu'à la fin de la toute première année d'une présidence qui en comptera au moins quatre, si ce n'est huit. Cela laisse beaucoup de temps pour corriger le tir. »

Sans vouloir être injuste envers un homme qui a bâti sa stratégie électorale sur le thème du changement, force est de constater que les chantiers promis restent à l'état embryonnaire. Il est vrai que les forces du conservatisme, les intérêts des différents lobbies, et en premier lieu le complexe militaro-industriel, sont déterminés à lui barrer la route. Cela ne nous empêche pas, comme le fait brillamment notre collaboratrice Maureen Smith dans ce dossier qu'elle a dirigé, de pointer du doigt la tendance d'Obama à opter pour des compromis – à la limite des compromissions – sur des questions centrales, comme la santé ou les finances. Du Moyen-Orient à l'Asie et à l'Amérique latine, d'immenses attentes ont été contrariées. En Afrique, on préfère encore attendre. Mais si l'obamania a vécu, Obama continue à représenter un espoir de changement, ne serait-ce qu'en voulant effacer le sinistre héritage de G. W. Bush. ■

Afrique Asie



Obama : un charisme et une volonté de rompre avec son prédécesseur déjà émoussés ?

États-Unis Son élection a été un immense espoir aux États-Unis et dans le monde. Un an après, que reste-t-il de l'espérance Obama ? Beaucoup de déceptions et d'occasions ratées. À sa décharge, le terrible héritage des années Bush qui ne se résorbera pas de sitôt. Mais, de son fait, un manque d'audace qui a déjà éloigné une partie de ses électeurs et admirateurs.



J. Young / Reuters

La fin de l'obamania ?

Par Maureen Smith

Ce fut, à n'en pas douter, un tournant dans l'Histoire: l'élection aux États-Unis du premier président noir, à l'issue du scrutin de novembre 2008. Une victoire pour les

forces vives du pays, mais aussi pour la tolérance, après huit ans d'administration Bush marqués par une politique destructive et humiliante pour les idéaux dont les États-Unis se réclament si fièrement. Lors de son investiture, le 20 janvier 2009, Barack Obama

avait prévenu ses compatriotes que la route serait difficile. Il héritait d'un bilan désastreux, tant dans les affaires intérieures qu'au niveau international: un pays embourbé dans deux guerres insensées, la crise économique la plus importante depuis la Grande

Dépression des années 1930, nombre d'Américains menacés à tout moment de perdre leur logement et leur emploi, sans Sécurité sociale ou assurance médicale – une situation qui, selon une étude de Harvard, est responsable de la mort de 45 000 personnes par an aux États-Unis. Sur le plan national, des lois telles que la Patriot Law signée par George W. Bush, considérée par beaucoup comme une atteinte à la Constitution, ou le Homeland Security Act, ont légalisé le renforcement de la législation répressive au nom de « la guerre contre la terreur » et donné au FBI et à la CIA de nouveaux pouvoirs d'ingérence dans la vie quotidienne des Américains et des étrangers.

► Un programme trop ambitieux ?

Le charisme d'Obama, ses qualités d'orateur et la promesse d'œuvrer pour un avenir différent répondaient aux attentes du peuple américain pour un vrai changement. Dès son investiture, le nouveau président a clairement exprimé sa volonté de rompre avec les années Bush. À part Franklin D. Roosevelt et ses fameux « 100 jours », rares sont les dirigeants étasuniens à avoir lancé autant de chantiers en début de mandat. Avec la majorité aux deux Chambres du Congrès, le changement paraissait faisable rapidement. Un an plus tard, il semble aussi lent que difficile. Malgré l'énorme enthousiasme pour cet homme d'une rare stature, respectueux de toutes les croyances et origines – les sondages le placent pour la première fois en dessous de la barre des 50 % ⁽¹⁾ –, Obama a perdu le soutien des indépendants et, surtout, des jeunes qui ne votaient pas auparavant mais s'étaient rendus aux urnes pour lui en 2008. Des jeunes qui représentent l'avenir du pays.

Ironent-ils à nouveau voter ? En novembre 2010, se tiendront les élections au Congrès pour renouveler en totalité les membres de la Chambre des représentants, un tiers des membres du Sénat et 36 gouverneurs d'État, deux des territoires, ainsi qu'un remplacement en Utah (élection spéciale en août). Les gouverneurs républicains, réunis en séminaire au Texas fin novembre 2009, ont confirmé que leur parti fera de l'économie et de l'emploi les thèmes principaux de sa campagne. Le gouverneur de Virginie Bob McDonnell en tête, qui a déjà trouvé

Quand la loi bloque le progrès

On l'a vu avec le vote sur le projet de réforme de la santé : le fonctionnement du législatif freine les décisions que voudrait prendre le nouveau président. En modifier les règles est possible en principe, mais cela prendra au mieux des décennies. Aujourd'hui, Barack Obama est victime d'un système : celui installé par les pères fondateurs pour limiter volontairement la démocratie dont ils se revendiquaient en même temps. Les Américains considèrent leur Constitution comme la plus ancienne écrite du monde (1787), jamais modifiée à l'exception des amendements. Sans doute est-il temps de la changer, comme l'écrit Anna Quinlin, journaliste et écrivain ⁽¹⁾ : « *La Constitution se fonde sur les checks and balances [pouvoir et contre-pouvoir, ndlr] présentés dans les cours d'éducation civique comme la sauvegarde des institutions, et visant à protéger le pays d'un exécutif despotique, d'un pouvoir législatif fou, d'une justice débridée. Mais la guerre civile entre partis qui empoisonne et paralyse Washington depuis plusieurs années a montré la principale conséquence de ce système : très peu des grands projets nécessaires sont menés à bien. Car c'est tout simplement impossible.* »

Il est, par exemple, tout à fait antidémocratique que chaque État dispose de deux représentants au Sénat quelle que soit l'importance de sa population. Si les vingt-six États les moins peuplés (17 % de la population totale du pays) votaient de la même manière, ils pourraient prendre le contrôle du Sénat. Antidémocratique, également, le fait que le collège électoral permet l'élection d'un président qui a obtenu moins de la moitié des voix (comme George W. Bush). Ou l'incohérente organisation des primaires et caucus, la nomination à vie des membres de la Cour suprême, ou encore le droit de chacun de porter une arme et de s'en servir. Mais tout changement de la Constitution requiert les deux tiers des voix du Congrès et les trois quarts des législatures des États, ce qui rend la chose impossible. ■

► ⁽¹⁾ *Newsweek*, 2 novembre 2009.

son slogan, aussi bref que creux : « *Bob for Job.* » (« Bob pour l'emploi. ») La victoire totalement inattendue d'un républicain dans le Massachusetts, au siège de sénateur laissé vacant par la mort du légendaire Teddy Kennedy, a été un véritable choc pour les démocrates. Ils ont perdu non seulement un État considéré comme « acquis » mais surtout la 60^e voix qui leur assurait la majorité « qualifiée » au Sénat.

D'autres indicateurs sont au rouge : le taux de chômage a dépassé la barre symbolique des 10 % en octobre dernier (10,2 %, mais est redescendu au-dessous en janvier 2010) soit le plus fort taux depuis vingt-six ans. Quelque 57 % des Américains estiment que le

pays va dans le mauvais sens ; ils n'étaient que 46 % en juin. Inquiétant pour Obama.

À peine installé à la Maison-Blanche, le président avait réussi à faire voter un plan de relance de 787 milliards de dollars. Fort de sa victoire porteuse de tant d'espoir qui lui permettait d'être audacieux, il exprimait sa volonté de tout faire pour redresser l'économie, notamment dans le cadre de son projet de loi, le Stimulus Bill, centré sur les infrastructures, les économies d'énergie et l'éducation. Première déception : il a accepté une loi *a minima* sous la pression des grands groupes du pays. Manque de courage ? Ceux qui le critiquent disent que, dès son arrivée au pouvoir, il

57 % DES AMÉRICAINS ESTIMENT QUE LE PAYS VA DANS LE MAUVAIS SENS. ILS N'ÉTAIENT QUE 46 % EN JUIN. INQUIÉTANT POUR OBAMA.



Martin Luther King a fait un rêve, Barack Hussein Obama l'a réalisé.

aurait pu mettre en place un « New Deal vert » ⁽²⁾, notamment dans les transports, secteur très en retard dans ce domaine.

► Un plan sans estomac !

Pour gagner des voix républicaines, Obama a réduit la voilure. Sa « grande » vision des transports publics modernes s'est restreinte à la réfection et la construction d'autoroutes, soit le choix du « tout voiture » là où il aurait fallu une révolution pour limiter l'usage de l'automobile. Il y a eu, ensuite, le plan de renflouement des

plus grandes banques, d'un montant officiel de plus de 700 milliards d'euros, au plus fort de la crise financière. Certains ont estimé que ce plan avait évité le pire. Une thèse reprise en boucle par les grands médias internationaux. Mais d'autres, dont de nombreux économistes de renom, voire des membres de son administration, ont jugé le plan insuffisant et sans estomac. Pour réussir, disent-ils, il aurait fallu soit injecter plus d'argent, soit nationaliser certaines banques – au moins temporairement – quand les banquiers en faillite venaient supplier

le président dans son bureau. Certains sont convaincus que la position de force qu'il avait alors lui aurait permis d'exiger plus des banques. Comme financer des industries « vertes », par exemple. Résultat de sa mollesse, selon les mêmes : la scandaleuse affaire des bonus faramineux versés aux traders et actionnaires, en fin d'année dernière, par des banques qui n'ont pu sortir la tête de l'eau que grâce à l'argent public, et alors que le pays était toujours en crise, a provoqué la colère populaire contre l'administration Obama.

D'autres déceptions sont venues s'ajouter à la faiblesse des décisions économiques. Malgré ses promesses, Obama n'a toujours pas pu ordonner la fermeture du centre de Guantanamo, les divers États du pays ➤

LA SCANDALEUSE AFFAIRE DES **BONUS** FARAMINEUX EN 2009

A PROVOQUÉ LA **COLÈRE** POPULAIRE.

refusant de prendre chez eux les « habitants » de cette prison illégale. Des clauses du Patriot Act ont été maintenues en dépit des protestations de certains démocrates éminents. Le FBI et la CIA ont toujours le pouvoir abusif de mettre sur écoute ou de surveiller les mails de tout citoyen soupçonné de lien avec le terrorisme. Robert Gates, le secrétaire d'État à la Défense et ancien de l'administration Bush, a interdit la publication de toute nouvelle photo dénonçant l'utilisation de la torture contre des détenus en Irak et en Afghanistan. Il viole ainsi la loi sur la liberté de la presse (Freedom of Information Act), toujours pour des raisons de « sécurité nationale ».

► L'hostilité des « Blue Dogs »

L'un des engagements majeurs d'Obama était l'indispensable réforme du système de santé. Après des réactions très violentes de certains Américains, attisée par les républicains qui ont présenté la réforme comme une « monstruosité » socialiste, un projet de loi a été voté par la Chambre des représentants. Mais avec d'énormes difficultés : Obama s'est trouvé confronté non seulement à l'hostilité des élus... républicains, mais aussi à celle des « Blue Dogs », un groupe de démocrates défavorables à la réforme, qui ont exigé une modification à la baisse du texte. Le projet interdit ainsi l'utilisation de fonds fédéraux pour financer l'avortement, et a grandement limité la possibilité de l'« option publique » (le choix entre assurance privée et assurance publique, mais en développant les services de celle-ci et donc en concurrençant les assurances privées qui font la loi sur le marché) si chère à Obama.

Le 24 décembre 2009, les sénateurs ont voté de justesse, avec les soixante voix réglementaires minimum, une autre version du grand projet de loi de couverture maladie qu'Obama avait présenté en début de mandat. Les élus des deux Chambres doivent désormais voter sur la réforme en deuxième lecture... cette année, espère-t-on. La perte du Massachusetts a changé la donne pour les démocrates : la seule voix manquante au Sénat suffira-t-elle à faire capoter définitivement la réforme ? Les citoyens continueraient alors à dépendre totalement des assurances maladies privées, prohibitives et restrictives, pour financer leurs

dépenses de santé. Autant dire que le puissant lobby de l'industrie de la santé se frotte les mains. Et tant pis pour les presque 50 millions d'Américains qui n'ont pas d'assurance santé.

D'aucuns pensent que le texte a été tellement vidé de sa substance que finalement cela ne changerait pas grand-chose s'il était adopté. Mais d'autres objectent que, malgré ses limites, ce projet – si jamais il voit le jour – n'aura pas d'égal aux États-Unis depuis la création du Medicaid en 1965, un programme public d'assurance médicale pour les faibles revenus, venu compléter une forme minimale de Sécurité sociale mise en place en 1935. Les projections montrent que 94 % des Américains de moins de 65 ans devraient avoir une couverture santé d'ici à 2014 avec le nouveau projet.

Paul Krugman, prix Nobel d'économie, estime que la difficulté à faire passer une loi au Sénat dénote un dysfonctionnement des institutions américaines. « *Les démocrates ont gagné avec une grande marge, il y a un an, sur un programme qui faisait de la réforme du système de santé une priorité [...], explique-t-il. La nécessité d'obtenir soixante voix minimum [...] a transformé un simple acte législatif en cauchemar, donnant à une poignée de sénateurs le pouvoir de décider du contenu de la loi. Si on pense à tout ce qu'il nous reste à faire – réforme fondamentale financière, règlement du déficit budgétaire, questions de l'environnement – quelles sont les chances d'y arriver – et je suis tenté de dire même partiellement – s'il faut obtenir soixante voix dans un Sénat si polarisé ? [...] Nous devons faire des choix difficiles. Comment réformer le Sénat pour rendre de tels choix possibles ? [...] On ne peut jouer à la légère avec des procédures parlementaires établies depuis longtemps. Mais notre situation actuelle est sans précédent [...]; des problèmes doivent être résolus, et laisser faire un groupe minoritaire déterminé à bloquer l'action sur tous les fronts n'est pas une option.* »

Au sein même de son parti, comment la première année de présidence



de Barack Obama est-elle vécue ? Les libéraux du Parti démocrate le soutiennent et pensent qu'il a fait plus au cours de cette période que n'importe quel autre président américain depuis Franklin D. Roosevelt. Ils estiment qu'il a été élu dans un contexte de défis sans précédent et que ceux qui refusent cette évidence l'auraient critiqué quoi qu'il fasse. Pour ces démocrates, Obama se réveille chaque matin avec des dizaines de choix difficiles à faire, impliquant la vie ou la mort d'êtres humains ici et à l'étranger. Si Barack Obama avait essayé de gagner uniquement avec la gauche dure, il n'aurait pas été élu, disent-ils. Le président doit mesurer son audace à l'aune du réalisme dans sa conduite des affaires. Pour eux, « *l'espoir est toujours là !* ».

LA PERTE DU MASSACHUSETTS

A CHANGÉ LA DONNE POUR LES DÉMOCRATES.



Reuters

Malgré les promesses, Obama n'a toujours pas pu fermer la prison de Guantanamo.

La gauche du parti, elle, a perdu patience, surtout depuis l'épisode du projet de loi sur le système de santé et les concessions faites par le président pour s'assurer les voix des « droitiers » du parti et quelques autres du côté républicain. Ils ont le sentiment d'avoir été trahis.

Hors du parti, les véritables ennemis, la droite conservatrice, se font entendre avec de plus en plus de véhémence. Cette droite dure jouit d'un réseau de militants très bien structuré qui multiplie les manifestations. Le conservatisme est, aujourd'hui, une « nouvelle religion » pour nombre de ces partisans qui ne croient plus à la démocratie et semblent prêts à tout pour imposer leurs vues. C'est là le

changement le plus profond et terrifiant qu'ait connu la culture politique américaine ces dernières années. On trouve, entre autres, le mouvement Tea Party dont les membres haïssent Obama avec une intensité au-delà du raisonnable. Ils possèdent des chaînes de télévision câblées et des stations de radio et ont une foi absolue en la justice de leurs convictions. Parmi leurs *aficionados*, Sarah Palin, la vice-présidente du candidat perdant, John McCain, contre Obama en 2008, mais aussi l'animateur radio le plus écouté, Rush Limbaugh. Sous l'ère Bush, les « néocons » (pour néo-conservateurs) avaient ouvert la voie à ce nouveau populisme qui se renforce aujourd'hui dangereusement.

**LES MEMBRES DU MOUVEMENT TEA PARTY HAÏSSENT OBAMA
AVEC UNE INTENSITÉ AU-DELÀ DU RAISONNABLE !**

Face à Barack Obama, le Pentagone et la CIA restent des fiefs indépendants puissants. Leur culture de la pratique des opérations secrètes n'a d'égal que les intrigues sans fin les caractérisant. En leur sein, les indébouillonnables « *lifers* » (« en faveur de la vie ») voient en chaque président nouvellement élu de nouveaux ennuis qu'ils devront s'ingénier à contourner. La bureaucratie installée par l'équipe précédente ainsi que les puissants lobbies, dont le pouvoir est quasiment illimité, sont aussi de sérieux obstacles à l'action d'Obama. Par exemple, lors du débat sur la réforme de la santé, certaines interventions de membres – tant démocrates que républicains – de la Chambre des représentants ont été écrites par des gens de lobbies travaillant pour Genentech, l'une des plus importantes sociétés de biotechnologie.

► « À quoi bon ? »

Un an après l'historique élection de Barack Obama à la tête de la « plus grande puissance du monde », l'avenir ne semble pas brillant, tant pour le peuple américain que pour son président. Les besoins de changements profonds s'imposent mais impliquent des transformations difficiles : institutionnels, de mentalité, de pratiques politiques, y compris chez les membres du Congrès qui ne comprennent pas toujours pourquoi ils ont été élus. Déçus et inquiets, les électeurs se posent des questions. Les jeunes, eux, semblent revenir à leur attitude fataliste du « à quoi bon ! ».

Il faudra du temps à Barack Obama pour affirmer sa politique et prendre les risques qu'il n'a pas osé prendre encore. Pour cela, il aura besoin de soutiens solides dans son parti pour parvenir à ses fins. Mais le veulent-ils vraiment ? ■

► ⁽¹⁾ Trois présidents sont descendus sous la barre des 50 % d'opinions favorables : Gerald Ford, en trois mois, après avoir gracié Richard Nixon ; Bill Clinton, en quatre mois, après avoir lancé maladroitement et sans succès sa réforme du système de santé, et Ronald Reagan, en dix mois, à cause de la crise économique. L'exemple des deux derniers, facilement réélus, pourrait montrer qu'Obama n'a pas à s'inquiéter outre mesure...

⁽²⁾ Un « New Deal vert », en référence au New Deal de Franklin Roosevelt.

International Derrière les belles paroles, Obama n'a pas fait grand-chose pour changer la politique de son pays sur les points chauds de la planète.

Il est urgent d'attendre...

Par Maureen Smith

Sur le plan international, les allocutions du président Obama ont soulevé l'espoir de millions de gens. Son discours du Caire, notamment, sortait de la vision impérialiste américaine, et la main tendue au monde musulman en a fait un moment mémorable. Il avait exigé solennellement d'Israël qu'il arrête toute implantation nouvelle de colonie en territoire palestinien. Beaucoup en avaient déduit que désormais, tout était possible pour une amélioration de la situation dans cette partie du monde. Lorsqu'il est apparu évident que l'État hébreu faisait la sourde oreille, Barack Obama a cédé. Et laissé passer une chance historique, alors qu'il avait les moyens de faire pression, notamment en menaçant de couper l'aide financière – supérieure à toute autre aide sur la planète – à Tel Aviv.

► Chef d'un pays « en guerre »

Le mot-clé du nouveau président était « *engagement* ». En Birmanie, pourtant, l'administration Obama s'est contentée d'une visite d'un diplomate américain à Aung San Suu Kyi, opposante à la junte et prix Nobel de la paix emprisonnée par le pouvoir militaire depuis quasiment dix-neuf ans. Concernant la Russie, Obama a déclaré vouloir tourner la page de la guerre froide et proposé que les deux pays collaborent pour contenir les armes nucléaires dans le monde, notamment en Iran. Cependant, le traité Start, qui expirait le 5 décembre dernier, n'a pas été reconduit. Et pour l'Iran, le ton varie : tantôt froid, tantôt tiède, tantôt menaçant, tantôt radouci. Le blocus américain est toujours appliqué à Cuba même si, désormais, les citoyens étatsuniens ont le droit de s'y rendre.

Après trois mois de consultations et de réflexion, Barack Obama s'est décidé : le « cimetière des empires », surnom donné à l'Afghanistan, sera

« sa » guerre. Quelque 30 000 soldats supplémentaires y seront envoyés, portant à 100 000 le nombre de soldats américains et de l'Otan d'ici à la fin mai. Sans compter le nombre d'effectifs civils gravitant autour de la troupe – une augmentation de 40 % entre juin et septembre 2009 – qui pourraient atteindre 56 000 avec le nouvel envoi de soldats. Des sondages (dont CNN) effectués fin décembre mon-

tré que 55 % des Américains sont opposés à cette guerre, mais que 58 % se déclarent en faveur de nouvelles forces sur le terrain... Une « doctrine » Obama commence à prendre forme sur la question afghane, comme l'a montré son discours lors de la remise du prix Nobel de la paix. Admirateur déclaré du Mahatma Gandhi, le président se considère néanmoins comme le chef d'un pays

Un déclin annoncé ?

Les empires ne sont pas éternels, l'Histoire l'a montré. En novembre 2008, avant la crise économique, la National Intelligence Council (NIC) affiliée à la CIA a publié plusieurs rapports destinés à « guider » la nouvelle administration Obama. L'un d'eux, titré *Global Trends 2025*, prédit clairement que la prééminence globale des États-Unis va graduellement disparaître au cours des prochaines quinze années, en même temps qu'apparaîtront progressivement de nouvelles puissances, comme la Chine ou l'Inde. Nous y sommes presque. Selon d'autres rapports, les rivaux économiques des États-Unis se réuniraient secrètement (pas toujours...) pour explorer l'idée d'un rôle diminué du dollar américain en train de perdre sa valeur dans les échanges internationaux. Jusqu'ici, l'idée que cette monnaie est « la » devise mondiale n'a pas été contestée. Mais la consolidation du groupe des Bric (pour Brésil, Russie, Inde et Chine) change la donne. Les Bric totalisent 43 % de la population mondiale et réaliseraient 33 % du produit brut mondial en 2030, soit autant que les États-Unis et l'Europe occidentale réunis. Leur montée en puissance ne signifie pas que le déclin final américain est proche. Mais elle montre que de nouvelles puissances sont en train de suivre des politiques étrangères sans tenir compte des pressions de Washington.

La Chine, quant à elle, regarde avec une certaine satisfaction les États-Unis utiliser leurs ressources financières et militaires dans des guerres sans espoir.

La fin de la domination américaine dans le monde, considérée comme « éternelle » par les Américains, sera un choc énorme pour ce peuple. Il doit d'ores et déjà réfléchir aux avantages d'être un pays ordinaire, comme les autres. Qui s'attendrait à voir le Canada, la France ou l'Italie engager encore 30 000 soldats en Afghanistan, alors qu'il y en a déjà 70 000 et plus de 120 000 en Irak ? Quel pays, quel peuple accepterait de payer un coût estimé de 925 milliards pris sur les fonds publics pour financer deux guerres stériles au nom de la « sécurité globale », tandis que l'économie américaine s'enlise et perd du terrain par rapport à ses rivaux ? Autant de questions que le président Obama et ses conseillers devraient se poser face à un monde en pleine mutation. ■

en guerre, « *obligé de regarder le monde tel qu'il est* ».

Washington table sur l'aide du Pakistan pour pouvoir se retirer d'Afghanistan dans un avenir proche, mais le calcul semble d'ores et déjà erroné. Ce pays continue à être un havre de sécurité pour les taliban afghans, et le retour au pouvoir de la dynastie Bhutto, avec à sa tête Asif Ali Zardari – veuf de l'ex-première ministre Benazir Bhutto, assassinée lors de sa campagne électorale en 2007 –, qui a passé onze ans en prison pour corruption, est loin d'être de bon augure pour les États-Unis. L'état judiciaire se resserre en effet autour de certains membres du gouvernement pakistanais et de son chef. De plus, historiquement, les services secrets militaires de l'Isi sont très liés à certaines organisations islamistes radicales. L'armée pourrait être la grande bénéficiaire de cette situation.

La grande tournée de Barack Obama

en Asie, une première pour un président américain a été jonché d'obstacles. En Chine, dernière escale du voyage, les discussions ont tourné autour des difficiles questions de politique monétaire et commerciale. De sécurité, également, et très vaguement de liberté – contrôle d'Internet et liberté de parole et de presse. Obama a évité d'aborder le sujet des méthodes du gouvernement chinois. La Chine est désormais une grande puissance qui, dans peu de temps, pourrait rivaliser, voire dépasser, les États-Unis. En Amérique latine aussi, les critiques se font entendre. Récemment, c'est l'élection présidentielle au Honduras et l'accord d'utilisation des bases colombiennes par des militaires américains qui étaient en cause.

► Limiter les ambitions

Autre grande déception, la position américaine au sommet de l'Onu sur le réchauffement climatique, en

décembre 2009 à Copenhague (COP15). Durant sa campagne, Obama avait juré de mettre fin à l'inaction américaine en matière d'environnement et promis que les États-Unis œuvreraient à un accord global à COP15. Il a au contraire, avec la complicité de l'Afrique du Sud, de la Chine, de l'Inde et du Brésil, imposé un texte non voté par l'Assemblée générale qui remet à plus tard l'éventuelle signature d'un nouveau traité remplaçant celui de Kyoto, qui doit prendre fin en 2012. Pourtant, il s'était fait le champion, dans son pays, de la limitation des gaz à effet de serre produits par les véhicules et autres usines polluantes.

Apparemment, le Congrès a fait pression pour l'obliger à limiter ses ambitions. Contrairement à ce qui a été affirmé par les Américains ou les Français, l'échec de Copenhague n'est pas le fait de la Chine ou de l'obsolescence de l'Onu, mais provient, comme le pensent de nombreux spécialistes de l'environnement, de la volonté des plus grands pollueurs du monde de ne pas s'engager sur un texte contraignant. ■

OBAMA, ADMIRATEUR DE GANDHI, S'EST DÉCIDÉ :

L'AFGHANISTAN SERA « SA » GUERRE.



Le ministre des Affaires étrangères philippin, Alberto Romulo, avec la secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton.

Interview Robert Malley, directeur du programme sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord à l'International Crisis Group, ex-conseiller spécial de Bill Clinton sur le conflit israélo-arabe, dresse un premier bilan de Barack Obama au Moyen-Orient. De bonnes intentions, mais des questions sur la capacité de l'administration à les traduire en réalités concrètes.

« Obama n'aurait pas pu rapidement changer la donne »

Propos recueillis par Majed Nehmé

■ **L'élection de Barack Obama a suscité beaucoup d'attentes dans le monde arabe et musulman. Est-ce le moment du désenchantement ?**

□ Déçus, bien sûr. Comment ne pas l'être ? Et cela d'autant plus que le président Obama l'a lui-même reconnu : il s'attendait à faire plus, plus vite. La déception s'inscrit à trois niveaux : les errements tactiques, nombreux, au point de faire douter de la capacité de l'administration à comprendre les dynamiques politiques et psychologiques de la région ; l'absence de stratégie d'ensemble au sein de laquelle s'intégreraient des politiques cohérentes envers Israël, les Palestiniens, la Syrie et le monde arabe dans son ensemble, et, enfin, les difficultés éprouvées à se défaire des mauvaises habitudes, mentales autant que pratiques, de l'administration Bush. En particulier cette fâcheuse tendance à diviser le monde entre soi-disant modérés et militants, à soutenir les premiers et à marginaliser les seconds.

Cela dit, ne versons pas d'un extrême à l'autre : après avoir tout investi dans le président Obama, ne plus rien en

espérer. C'est bien là une caractéristique du monde arabe : tout attendre des États-Unis ou bien tout lui reprocher ; croire en son omnipotence et, du jour au lendemain, être convaincu de son impotence.

► **Il sait apprendre de ses erreurs**

Plusieurs observations doivent nuancer le jugement. D'abord, toute illusion étant par essence dangereuse et par définition porteuse de désillusion, Obama ne pouvait qu'être victime de celles dont il était porteur. Ensuite, nous n'en sommes qu'à la fin de la toute première année d'une présidence qui en comptera au moins quatre, si ce n'est huit. Cela laisse beaucoup de temps pour corriger le tir et pour démontrer que, à l'inverse de son prédécesseur, Obama sait apprendre de ses erreurs et sait ne pas les répéter. Notons que le président ne s'est pas encore personnellement investi dans la plupart de ces dossiers



– exception faite de l'Iran. Enfin, on ne peut ignorer que la région désormais se prête mal aux grandes initiatives diplomatiques d'antan. Entre les divisions interpalestiniennes, la perte de confiance généralisée dans le processus de paix et la polarisation inter-arabe, dur d'imaginer par quel moyen l'administration Obama – même sans les défauts dont elle a fait preuve – aurait pu rapidement changer la donne.

■ **Quel premier bilan faites-vous de cette première année Obama, notamment dans le conflit israélo-palestinien, vis-à-vis de la Syrie, du Liban ?**

□ De bonnes intentions, une volonté

« L'IRAN NE CESSERA PAS SON PROGRAMME D'ENRICHISSEMENT, QU'IL ESTIME ÊTRE SON DROIT, QUELLES QUE SOIENT LES MENACES. »



Photo Séhat

Pour Robert Malley, « ne versons pas d'un extrême à l'autre : tout attendre des États-Unis ou tout lui reprocher ».

réelle de tourner la page rédigée par Bush et la conviction de l'importance centrale du conflit israélo-palestinien : ce sont des atouts qu'on ne peut négliger. Mais, je l'ai dit, on peut se poser des questions sérieuses concernant l'aptitude de l'administration à traduire ces intentions en réalités concrètes.

Concernant le conflit israélo-palestinien, l'administration a, je pense, visé un peu à côté de la plaque en exigeant un gel complet des colonies de peuplement (objectif louable mais irréaliste), des gestes de normalisation envers

Israël (que les pays arabes, de façon quasi unanime, considèrent prématurés) et une reprise des pourparlers entre Israël et l'OLP – laquelle, sans meilleure garantie de succès, risque de se solder par un échec autrement plus périlleux que l'absence de négociations.

► Que veut Obama de la Syrie ?

De même, son attitude vis-à-vis du président Mahmoud Abbas a contribué de façon significative à la perte de crédibilité du dirigeant palestinien. Je

pense en particulier aux pressions exercées pour qu'il assiste à la réunion tripartite avec Obama et le premier ministre Nétanyahou ou pour qu'il ajourne le débat sur le rapport Goldstone concernant la guerre de Gaza. Enfin, Washington version Obama fait preuve de la même paralysie ou cécité face à la question du Hamas que les États-Unis espèrent évacuer en fournissant une impulsion au processus de paix, comme si cela provoquerait la reddition de l'organisation islamiste ou bien sa disparition. Au moins aurait-on espéré voir de la part de l'administration un effort en faveur de la levée du siège de Gaza dont le prix humanitaire et politique ne cesse de grimper.

L'administration a repris langue ➔

WASHINGTON A **CONTRIBUÉ** DE FAÇON SIGNIFICATIVE
À LA **PERTE** DE CRÉDIBILITÉ DE MAHMOUD ABBAS.

de manière plus régulière avec Damas, mais manque jusqu'à ce jour de stratégie cohérente. Que cherchent les États-Unis de la part de la Syrie ? Que sont-ils prêts à faire en échange ? Quelle place sont-ils disposés à voir jouer la Syrie dans la région ? Autant de questions sans réponse. S'y ajoutent la méfiance réciproque et le souhait paralysant des deux parties de voir l'autre faire le premier geste. Comme nous l'avons écrit dans un récent rapport de l'International Crisis Group, s'attendre à ce que la Syrie fasse des pas décisifs dans un contexte régional aussi fluide revient à ignorer le fonctionnement même d'un régime qui, par nature, s'adapte aux nouvelles réalités sans jamais les anticiper.

Aujourd'hui, pour qui se donne la peine de l'observer, on voit Damas s'ajuster à la donne régionale en approfondissant ses liens sécuritaires avec l'Iran, le Hezbollah et le Hamas tout en développant ses rapports économiques ou diplomatiques avec la Turquie, le Qatar, la France et l'Arabie Saoudite. Si Washington désire un changement plus significatif de la part de la Syrie, encore faudrait-il lui montrer ce qui l'attend, que ce soit sur le processus de paix israélo-syrien ou sur et la relation bilatérale avec les États-Unis.

■ **De plus en plus de voix s'élèvent dans le monde arabe pour qualifier Obama de « président de la parole ». Est-ce injuste ? Qu'aurait-il dû faire ? A-t-il changé de politique tout en maintenant le même discours ?**

□ La parole, il est clair qu'Obama en a la maîtrise absolue ! Pourquoi s'en plaindre ? C'est un atout à ne pas négliger, surtout après la véritable calamité verbale qu'a représentée Bush. Tourner la page de son prédécesseur, c'est de cela aussi qu'il s'agit : parler avec respect et compréhension de l'autre. De plus, réduire la présidence Obama à de beaux discours – ou l'accuser d'avoir changé de politique tout en pratiquant le même langage – serait caricatural.

Mais – et cela est vrai tant en politique intérieure qu'en politique étrangère – les actes ont été en retrait par rapport aux mots, le fossé étant d'autant plus large que les mots ont été singulièrement bien inspirés. Au cours de sa seconde année, il me semble qu'il lui faudra sans doute moins s'exprimer et davantage agir. Le verbe a fait son labour. Qu'il laisse place aux faits.

■ **Après s'être montré passif vis-à-vis de Téhéran, le président semble prendre une posture plus offensive. Sa politique iranienne emboîte-t-elle le pas à celle de son prédécesseur ?**

□ Je ne le pense pas et je dirais, à la rigueur, que c'est vis-à-vis de l'Iran – sujet dans lequel Obama s'est directement impliqué – que l'administration a fait preuve du maximum de constance et de cohérence, du moins jusqu'à récemment, même si les résultats ne sont pas au rendez-vous. « Passif » ne me semble pas être le mot exact pour décrire la politique au départ, et « pâle copie de Bush » me paraît une description injuste de ce qu'elle est devenue à l'arrivée.

■ **Le casse-tête iranien**

Pour l'instant, Obama a réussi tant bien que mal, tactiquement, à trouver un équilibre entre des objectifs différents et, dans certains cas, contradictoires : essayer d'établir de nouvelles relations avec la République islamique à travers une offre répétée d'« engagement » ; tenter de convaincre ou de forcer le régime de cesser son programme d'enrichissement d'uranium, ou du moins le ralentir ; empêcher que le régime de non-prolifération ne s'écroule ; faire en sorte qu'Israël n'ait pas recours à la force. Et, après l'élection contestée de juin, faire montre d'un minimum de solidarité envers l'opposition tout en résistant à l'appel de ceux qui rêvent d'une politique plus agressive visant à renverser le régime. D'où ce mélange de posture hostile et de main tendue, de patience et d'empressement. Fait important : pour l'instant, les États-Unis n'ont pas cédé aux sirènes du changement de régime et ne bâtissent pas leur approche sur l'éventualité – possible mais ô combien incertaine – d'un bouleversement politique. Vu les circonstances, ce n'était pas évident.

Cela dit, je ne suis pas optimiste pour autant et je crains fort que cette politique – aussi ingénieuse soit-elle – ne mène à l'impasse. Et ce, pour plusieurs raisons. D'abord, l'inadéquation entre les moyens et la fin. L'Iran ne cessera pas son programme d'enrichis-

sement, qu'il estime être son droit, quelles que soient les menaces, sanctions ou incitations. Ensuite, Washington semble s'interdire toute réflexion approfondie et stratégique tant sur le rôle régional de l'Iran et ses intérêts légitimes que sur l'éventualité d'un Iran nucléaire. Enfin – et cette raison découle des deux précédentes –, ce jeu d'équilibre, aussi efficace soit-il dans le court terme, ne peut fonctionner dans la durée. La possibilité de nouvelles relations bilatérales ne survivra pas aux sanctions, pas plus que les sanctions ne suffiront si le programme d'enrichissement se poursuit. Que feront alors les États-Unis ? Que fera alors Israël ?

La récente tournée dans le Golfe de la secrétaire d'État, Hillary Clinton, dénotant le caractère « militaire » du régime iranien et cherchant à mobiliser un soutien arabe pour une politique d'isolement de Téhéran, n'est pas de très bon augure. L'objectif premier de l'administration était de gagner du temps ; sur ce plan-là, au moins, on peut dire : contrat rempli. Mais pour quoi faire ? Est-on prêt à accepter un Iran nucléaire, avec un véritable rôle régional ? Ou prendra-t-on le risque d'une nouvelle aventure militaire, aux conséquences aussi imprévues et périlleuses que pour celle menée contre l'Irak ?

■ **De plus en plus de spécialistes penchent vers une solution imposée au Moyen-Orient, comme l'avait fait Eisenhower en 1956. Une telle solution est-elle pensable aujourd'hui ?**

□ Si, par « imposée », on entend une solution que les parties seraient obligées d'accepter en dépit de leur opposition, alors je n'y crois guère. En tout cas, cela ne débouchera pas sur une paix solide, capable de survivre à l'usure du temps et à la pression des oppositions. Le conflit est trop profond, il touche à trop d'enjeux historiques, religieux et émotionnels pour se prêter à ce genre d'exercice. Le peuple palestinien dans toutes ses composantes – diaspora et réfugiés compris – devra sentir qu'une certaine justice historique a été faite. Et le peuple israélien devra se sentir réelle-

« **LES PALESTINIENS NE PEUVENT SE PERMETTRE LE LUXE DE LA DISCORDE, ENCORE MOINS CELUI DE LA DIVISION.** »



Robert Malley à Camp David, entre Bill Clinton et Yasser Arafat, en 2000.

ment accepté. Ni l'un ni l'autre ne peuvent se dicter.

Il faut cesser de croire en cette solution miracle qui verrait les États-Unis forcer la main à Israël, l'obliger à se retirer des territoires occupés et laisser se former un État palestinien souverain et indépendant.

► **Les laissés-pour-compte du processus de paix**

Pour autant, je reste persuadé que, dans de meilleures conditions – lorsque, par exemple, les Palestiniens auront réunifié leur mouvement natio-

nal, que les négociations entre Israël et la Syrie auront repris, ou qu'on aura fait davantage pour s'adresser aux laissés-pour-compte du processus de paix, islamistes, réfugiés et colons compris –, les États-Unis et d'autres membres de la communauté internationale pourront et devront faire beaucoup plus afin de pousser les parties aux compromis et à l'accord nécessaires. Cela pourrait bien se produire sous la présidence d'Obama. Mais bien des choses devront changer d'ici là, et ces choses ne dépendront pas uniquement – et peut-

être même pas essentiellement – de Washington. Chacun devra faire face à ses responsabilités.

Je pense en particulier aux Palestiniens qui ne peuvent se permettre le luxe de la discorde, encore moins celui de la division. Vous, à *Afrique Asie*, devez bien le savoir. Il n'est pas d'exemple dans l'histoire d'un mouvement national désuni, en mal de confiance ou dépourvu de projet, qui ait pu mener son ambition à terme. Les États-Unis n'y sont pas pour rien ? Israël a attisé les différends ? C'est le contraire qui aurait été étonnant. Mais ce sont les Palestiniens qui, plus que tous les autres, souffrent de leur schisme. Et c'est donc à eux, plus qu'à tous les autres, de trouver le moyen d'y remédier. ■

LE VERBE D'OBAMA A FAIT SON LABEUR.

QU'IL LAISSE PLACE AUX FAITS.

Afrique Bénéficiant d'un capital sympathie qui tient plus à ses origines kényanes qu'à une politique toujours dominée par l'agenda sécuritaire et stratégique, le président Obama continue d'attiser les espoirs.

Rien de nouveau sous le soleil

Par Valentin Mbougeng

« Il n'y a pas de changement fondamental dans la politique africaine des États-Unis sous l'administration Obama par rapport aux administrations précédentes », confiait récemment un haut fonctionnaire du département d'État américain, Daniel Whitman, en charge des affaires africaines, lors d'une vidéoconférence retransmise dans divers pays africains. Pour les experts des relations américano-africaines, il ne s'agissait là, en réalité, que d'une lapalissade.

Le 44^e président des États-Unis a certes des liens personnels plus forts avec l'Afrique qu'aucun autre président étasunien avant lui, du fait de l'origine kényane de son père. Mais la solidarité avec les « frères africains », que certains sur le continent croyaient naturelle, ne s'est pas encore fait fortement ressentir – du moins pendant la première année de Barack Obama à la Maison-Blanche.

► Deux visites en six mois

Le premier président « noir » s'est bien rendu en Afrique à deux reprises, dans les six premiers mois de son mandat, ce qui est loin d'être anodin. La première fois, c'était le 4 juin au Caire, en Égypte, même s'il s'agissait surtout de s'adresser au monde musulman. Puis vint l'étape tant attendue de l'Afrique subsaharienne. À la grande déception des Kényans qui avaient fait la fête pour célébrer l'avènement de son « fils » à la Maison-Blanche, Obama a choisi le Ghana comme destination continentale. On ne peut pas dire qu'il ait raté le voyage d'Accra. Il y a prononcé un discours bien accueilli devant le Parlement, dans lequel on pouvait déceler, ne serait-ce que dans le style et la phraseologie, une différence avec les administrations précédentes. « Nous

devons partir du principe qu'il revient aux Africains de décider de l'avenir de l'Afrique », a-t-il insisté, appelant à transformer le rapport d'assistantat dans la relation États-Unis-Afrique à un rapport de partenariat.

Le président américain a souligné quatre axes majeurs de sa politique africaine : bonne gouvernance et démocratie, lutte contre les changements climatiques, résolution des conflits et questions sociales comme la santé. Mais il s'est bien gardé d'an-

noncer de grands engagements chiffrés et mesurables, hormis la promesse de consacrer 63 milliards de dollars au mécanisme mis en place sous l'administration Bush pour lutter contre le VIH/sida et d'autres pandémies affectant l'Afrique.

Trois semaines après cette courte visite ghanéenne, ce sera au tour de la secrétaire d'État Hillary Clinton d'entreprendre une tournée africaine plus élaborée dans sept pays d'Afrique subsaharienne. Avec cette fois-ci,



J. Watson / AFP

comme première étape, le pays natal du père d'Obama, le Kenya. Le prétexte: la tenue du 8^e Forum de l'African Growth and Opportunity Act (Agoa), créé en 2000 pour soutenir les économies africaines libéralisées en facilitant l'accès de leurs produits sur le marché américain. Et l'occasion, pour la secrétaire d'État, de confirmer l'absence de révolution dans la politique africaine de l'administration Obama. Cette politique reste, pour l'essentiel, l'affaire du Département d'État, la Maison-Blanche ne gardant la main que sur les dossiers d'intérêt stratégique permanent comme la lutte contre le terrorisme et, de façon plus générale, la sécurité des États-Unis et l'approvisionnement énergétique, ou sur des questions ponctuelles comme le Darfour.

La preuve qu'il n'y aurait pas d'inflexion majeure de la politique afri-

Des milliers de Ghanéens, dont la princesse Smith, 2 ans, attendaient Obama le 11 juillet 2009.



caine des États-Unis sous l'ère Obama avait été donnée dès janvier 2009 par Hillary Clinton, lors de son audition au Sénat avant la confirmation de sa nomination. Elle avait affirmé, devant la commission sénatoriale, que les objectifs de la politique en Afrique du nouveau gouvernement se fondaient d'abord sur des intérêts d'ordre sécuritaire et politique, puis économique et humanitaire. Ces objectifs, précisait-elle alors, consistaient notamment à « *lutter contre les tentatives d'Al-Qaïda pour trouver refuge dans les États en déliquescence de la Corne de l'Afrique, aider les pays africains à préserver leurs ressources naturelles et à en recevoir une juste rémunération, mettre fin à la guerre du Congo, au régime autocratique du Zimbabwe et au désastre humanitaire du Darfour* ».

Rien de nouveau, donc, sous le soleil des tropiques. Sinon une accélération pour rendre plus opérationnel le Commandement militaire pour l'Afrique (Africom), instrument militaire créé par l'administration précédente et officiellement destiné à coopérer avec les pays africains en matière de défense, prévention des conflits, etc. Il est, en réalité, principalement tourné vers le combat contre le terrorisme sur le continent, surtout dans le *no man's land* sahélien où Al-Qaïda recrute et sévit. L'attentat manqué de décembre dernier sur un vol entre Amsterdam et Detroit (États-Unis), perpétré par un jeune Nigérian, a eu aussi pour effet de redonner du change aux cercles qui prônent un interventionnisme militaire plus substantiel pour empêcher les réseaux terroristes de s'organiser en Afrique et, à partir de là, menacer la sécurité des États-Unis.

L'agenda sécuritaire et stratégique continuera donc de guider la politique américaine en Afrique. Pour les sceptiques que relayait déjà *Le Quotidien de Dakar* au lendemain de l'élection d'Obama de novembre 2008, tranchant avec l'enthousiasme général, le défi pour le président étasunien sera moins de changer radicalement la politique africaine des États-Unis que

d'essayer de faire mieux que son prédécesseur, George W. Bush. Avec celui-ci, l'Afrique a vu l'aide américaine s'accroître, même si cela était lié à des considérations n'ayant rien de philanthropiques. Il sera difficile pour Obama de faire davantage que Bush J^r, faisait ainsi remarquer le journal sénégalais.

► Le « frère » Obama très attendu...

Sur le continent, le sentiment général reste malgré tout à l'optimisme. Bien que l'obamania soit moins ostentatoire qu'il y a un an, on veut encore croire que « le frère » Obama fera quelque chose dès qu'il en aura fini avec les urgences intérieures américaines qui l'accaparent depuis le début de son mandat. On en veut pour preuve le choix de son équipe Afrique qui laisse se profiler de nouvelles approches. Obama a sans doute donné un signal en nommant comme secrétaire d'État adjoint aux Affaires africaines Johnnie Carson, un Afro-Américain passionné d'Afrique, ayant servi comme ambassadeur dans trois pays du continent. Il a aussi nommé d'autres personnalités connues pour leur professionnalisme et jouissant d'une bonne réputation en tant qu'émissaires spéciaux, telles Susan Rice ambassadrice à l'Onu, ou Michelle Gavin au Conseil national de sécurité. L'équipe africaine d'Obama ne fonctionne que depuis quelques mois. On attend bientôt de pouvoir évaluer les premiers effets de sa politique, qui ne sont pas encore perceptibles sur le terrain.

L'an II d'Obama est donc particulièrement attendu en Afrique, où on espère toujours une action d'envergure de sa part. Bien plus que quelques rafistolages et changements de style: une vraie vision de l'Afrique à long terme, loin de l'humanitaire et de l'intérêt des États-Unis pour le pétrole. Si un tel projet existait chez le président, cela supposerait que l'Afrique serait devenue une priorité des États-Unis. Ce qui ne risque pas de se produire du jour au lendemain, même si le combat américain contre la Chine en Afrique, pour le moment feutré, peut s'avérer déterminant pour l'avenir. ■

**LE COMBAT AMÉRICAIN CONTRE LA CHINE EN AFRIQUE,
POUR LE MOMENT FEUTRÉ, PEUT S'AVÉRER DÉTERMINANT POUR L'AVENIR.**